

<p style="text-align: center;">Marché de gros des offres d'accès aux infrastructures physiques constitutives de la boucle locale filaire Réponse de SFR</p>
--

SFR se réjouit de la reconduction par l'Autorité, dans le cadre de cette nouvelle analyse de marché, de l'ensemble des obligations imposées à France Telecom en matière de dégroupage de la boucle locale cuivre.

Cette régulation ex ante, mise en œuvre par l'Autorité, a permis l'émergence d'offres d'accès haut débit parmi les plus compétitives d'Europe. Elle doit être maintenue au profit du consommateur. En revanche, l'Autorité doit veiller au strict respect par France Telecom du principe de non-discrimination afin de prévenir toutes asymétries de traitements qui peuvent engendrer des dégradations, notamment, de la qualité de service des offres de gros. Il appartient à l'Autorité d'imposer des mesures visant à instaurer davantage de transparence dans les relations entre les différentes activités de l'opérateur historique intégré verticalement.

Aujourd'hui, l'arrivée de la fibre optique ne doit pas être l'occasion de remettre en cause la dynamique concurrentielle. La plupart des opérateurs historiques au niveau mondial sont amenés à remplacer progressivement leur boucle locale cuivre par une boucle locale en fibre optique. Cette évolution technologique ne doit pas être l'opportunité pour eux de reconquérir un monopole de fait grâce aux puissants effets de levier dont ils disposent.

Au contraire, cette révolution technologique doit être entourée d'un cadre réglementaire permettant de préserver le jeu de la concurrence par les seuls mérites afin de permettre aux différents opérateurs déjà présents sur le marché du haut débit d'investir dans une boucle locale de nouvelle génération et d'inciter ainsi à l'innovation technologique et commerciale.

A cet égard, il convient de noter que l'opérateur historique dispose d'atouts structurels issus de ses nombreuses positions dominantes héritées, pour certaines d'entre elles, de son ancien monopole qui lui procurent un avantage déterminant dans le déploiement de la boucle locale en fibre optique.

En outre, le choix par cet opérateur historique d'une technologie non dégroupable au NRO (i.e. PON), associé au choix d'un point de mutualisation situé très en aval dans le réseau (i.e. en pied d'immeuble), constitue une redoutable protection de sa boucle locale en fibre optique contre toute tentative de régulation future. En effet, si l'Autorité envisageait d'imposer ultérieurement une obligation de « dégroupage » de cette nouvelle infrastructure essentielle, elle ne le pourrait pas dans la mesure où cette obligation ne pourrait être mise en œuvre techniquement.

Il appartient donc à l'Autorité de prendre en compte ce choix délibéré de l'opérateur historique ; de définir aujourd'hui une régulation ex ante permettant d'assurer un cadre favorable aux opérateurs investisseurs et de prévenir toute tentative de re-monopolisation de la boucle locale.

En conséquence, si SFR se réjouit de l'inclusion de la fibre dans le marché de gros des offres d'accès aux infrastructures physiques constitutives de la boucle locale filaire, SFR considère en revanche que certains remèdes concernant la fibre sont insuffisants.

La réponse de SFR sera principalement orientée sur les questions liées à la fibre optique.

I - Définition du marché pertinent

- Les offres de mise à disposition de fibres optiques passives

Une offre passive de mise à disposition de fibre optique entre le NRO et le pied d'immeuble est effectivement substituable aux autres offres d'accès aux infrastructures. A l'instar d'une offre d'accès dégroupé à la boucle locale cuivre, cette offre permettra à l'opérateur bénéficiaire de proposer sur le marché de détail du haut débit une offre multiservices. Dans les deux cas, ces offres de détail permettront de satisfaire les besoins du consommateur en matière d'accès au service de téléphonie, à internet, de TV, de VOD... Même si la boucle locale en fibre optique permet d'offrir des débits supérieurs à l'actuelle boucle locale en cuivre, il s'agit bel et bien de la boucle locale fixe de demain qui se substituera progressivement à la boucle locale cuivre.

Dans ce contexte, SFR est favorable à l'inclusion de la fibre (i.e. d'offres de mise à disposition de fibres optiques passives) dans le marché considéré.

Consciente que le choix de la technologie PON par l'opérateur historique rendra vaine toute tentative de régulation *ex post* d'une telle offre, il appartient aujourd'hui à l'Autorité d'en tirer toutes les conséquences et d'imposer, d'entrée de jeu, à France Telecom les remèdes pertinents.

- Les offres de génie civil

SFR est favorable à l'inclusion dans le marché analysé des offres d'accès au génie civil.

Pour favoriser un développement large de la fibre optique au profit du plus grand nombre, l'Autorité devrait, au titre des remèdes et à l'instar de la proposition de l'autorité de régulation Belge (IBPT), imposer à France Telecom une obligation de mutualisation du déploiement simultané des fibres des opérateurs intéressés dans son génie civil. Une telle obligation permettrait non seulement une diminution drastique des coûts mais favoriserait également l'investissement efficace dans les infrastructures et ce, conformément au principe édicté à l'article L 32-1 II 3° du CPCE et à la volonté exprimée par l'Arcep dans son analyse de voir favorisé l'investissement des opérateurs.

- Les appuis aériens

Les appuis aériens de l'opérateur historique, au même titre que ses infrastructures souterraines, doivent être inclus dans la présente analyse de marché. En effet, dans certaines zones denses et plus fréquemment dans les zones moins denses, il y a des cas où il n'y a pas d'infrastructures souterraines. Les appuis aériens permettront aux opérateurs, y compris à France Telecom, de déployer rapidement un réseau de boucle locale en fibre optique.

En outre, l'imbrication étroite et complémentaire entre les dessertes souterraines et aériennes ne permet pas de distinguer entre l'une ou l'autre. L'une comme l'autre ont permis à l'opérateur historique de déployer sa boucle locale en cuivre et lui permettent aujourd'hui de déployer sa boucle locale en fibre optique. Les appuis aériens peuvent donc être complémentaires aux infrastructures souterraines. Ainsi, dans certaines villes les adductions d'immeubles sont réalisées avec des appuis aériens.

L'Autorité estime que les modes de déploiement entre aérien et souterrain au niveau de la boucle locale sont exclusifs l'un de l'autre et que le second mode (i.e. déploiement souterrain) concerne les zones les plus denses. Ainsi, l'Autorité considère que les *"projets de déploiement en fibre optique des opérateurs ne concernent que les zones les plus denses à l'horizon de la présente analyse: ces opérateurs ne peuvent donc bénéficier des offres en aérien"*. SFR considère pour ce qui la concerne que ces zones pourraient être développées à la condition qu'un accès aux appuis aériens soit également accordé aux opérateurs déployant un réseau de boucle locale en fibre optique, Sauf à imposer des conditions différentes en faveur de l'opérateur historique, c'est bien l'existence de zones mixtes où coexistent des appuis aériens et des dessertes en souterrain qui rend nécessaire un accès aux appuis aériens. Il n'y a en tout état de cause aucune raison objective pour ne pas inclure les appuis aériens dans le marché analysé. Réserver l'usage des appuis aériens à France Telecom uniquement serait une discrimination contraire à l'exercice d'une concurrence par les seuls mérites.

II - Désignation d'un opérateur exerçant une influence significative

SFR se réjouit de l'analyse de l'Autorité et, comme elle, estime que l'opérateur France Telecom exerce une influence significative sur le marché ainsi défini.

III - Les obligations imposées à France Telecom

L'opérateur historique est une entreprise intégrée verticalement. Afin de bien séparer fonctionnellement l'activité liée à au marché de gros, de celle des activités de détails, SFR utilisera ci après la dénomination "France Telecom" lorsqu'elle fait référence à l'activité de gestionnaire des infrastructures de génie civil (souterraines et aériennes) et la marque "Orange" lorsqu'elle fait référence aux activités d'opérateur de communications électroniques déployant en particulier un réseau de boucle locale en fibre optique.

A – les obligations de faire droit aux demandes raisonnables d'accès

Si les obligations imposées par l'Autorité à France Telecom en ce qui concerne le dégroupage de la boucle locale cuivre sont satisfaisantes, en revanche certaines restrictions liées à cette seule boucle locale cuivre sont contraires à l'analyse de marché réalisée par l'Autorité et au principe de neutralité technologique. Ainsi, la limitation de l'offre de raccordement des répartiteurs distants au seul cas du dégroupage de la boucle locale cuivre ne repose sur aucune analyse sérieuse. En effet, dans le cadre d'une substitution progressive de la boucle locale en cuivre par de la fibre optique, les opérateurs rencontreront les mêmes difficultés pour raccorder certains NRO. En conséquence, **l'obligation faite à France Telecom de proposer une offre de raccordement passif ne doit pas être restreinte à la seule boucle locale cuivre.**

Les obligations imposées à France Telecom concernant la fibre sont dès lors insuffisantes. SFR propose ainsi à l'Autorité d'imposer à l'opérateur historique une obligation effective de non-discrimination.

- Le champ de l'obligation pour l'accès aux infrastructures de génie civil

1) Infrastructures concernées

La restriction aux seules installations souterraines repose sur une analyse erronée de l'Autorité (cf. ci-dessus). L'accès aux installations souterraines n'est pas exclusif de l'utilisation des infrastructures aériennes de l'opérateur historique. Au contraire, il s'agit d'infrastructures étroitement imbriquées et complémentaires. En l'absence d'infrastructure souterraine, les opérateurs seront amenés à utiliser les infrastructures aériennes, comme par exemple les adductions en façade dans certaines villes. Exclure les appuis aériens reviendrait à accorder un avantage indu à France Telecom, dans la mesure où il s'agit d'une véritable barrière à l'entrée pour les opérateurs alternatifs. En effet, l'opérateur investisseur alternatif qui n'aurait pas accès aux appuis aériens de l'ancien monopole n'aurait d'autre choix que de construire une infrastructure alternative. Son coût de mise en œuvre prohibitif l'obligerait de fait à renoncer à déployer son réseau de boucle locale en fibre optique dans la zone considérée.

L'utilisation par l'opérateur historique de ses appuis aériens démontre à elle seule le caractère justifié d'une telle obligation.

SFR souhaite que l'obligation d'accès aux infrastructures de génie civil inclue également les infrastructures aériennes.

2) Accès raisonnable

Si les obligations imposées à France Telecom doivent lui permettre d'assurer le respect de l'intégrité physique de ses infrastructures, elles doivent en revanche également garantir le strict respect par celui-ci du principe de non-discrimination, le tout dans un contexte de rareté.

Les règles ainsi définies ne devront pas permettre à l'opérateur historique de préempter ses infrastructures, en laissant le soin aux opérateurs alternatifs de résoudre l'épineux problème de la rareté. Or, les premiers retours d'information en la matière sont peu rassurants.

- les chambres de tirage

L'obligation pour France Telecom d'héberger dans ses chambres de tirage les équipements passifs nécessaires aux déploiements de la boucle locale en fibre optique des opérateurs tiers, est nécessaire au bon exercice de la concurrence par les mérites. En effet, dans la mesure où Orange utilise les chambres de tirage de France Telecom pour y installer ses propres équipements liés à son réseau de boucle locale en fibre optique, il est important que les autres opérateurs de fibre aient un accès à ces mêmes chambres dans les mêmes conditions techniques et financières qu'Orange.

SFR souhaite que cette obligation d'hébergement soit étendue aux équipements actifs nécessaires à l'exploitation de la fibre optique. En effet, il n'y aucune raison objective pour exclure ces équipements de cette obligation d'hébergement. En outre, le fait qu'Orange utilise les chambres de France Telecom pour héberger ses propres équipements actifs justifie à lui seul le caractère raisonnable et proportionné d'une telle obligation. Exclure ce type d'équipement du périmètre de l'obligation reviendrait à fausser durablement le jeu de la concurrence par les mérites en accordant un avantage structurel à Orange. Les opérateurs alternatifs n'auraient d'autres choix que de dupliquer l'installation afin d'héberger leurs équipements actifs ce qui serait long et coûteux à mettre en œuvre.

En pratique, SFR note que le respect du principe de non-discrimination par l'opérateur historique est loin d'être acquis. Lors d'une réunion multilatérale, en date du 5 décembre dernier concernant l'accès au génie civil, France Telecom précisait que *"les coupleurs PON ne font pas partie du périmètre des règles d'ingénierie de l'offre [d'accès au génie civil], et ne sont donc pas concernés par les obligations qu'elle pourrait s'appliquer pour ses propres déploiements. [...] France Telecom confirme ainsi qu'[Orange] pourra poser des coupleurs dans ses chambres, mais que les opérateurs clients de l'offre ne le pourront pas"* ... une position qui vide en réalité de tout son intérêt l'obligation même d'hébergement dans les chambres de tirage.

Il appartient à l'Autorité d'être vigilante afin de promouvoir l'exercice d'une concurrence effective et loyale.

SFR est favorable à l'imposition d'une obligation pour France Telecom d'héberger des équipements passifs et actifs dans ses chambres de tirage. Plus globalement, SFR est favorable à ce que les opérateurs investisseurs aient un droit d'accès dans les mêmes conditions techniques et financières qu'Orange, ni plus ni moins.

Ainsi de la même manière, si Orange est autorisé à laisser temporairement des loves de câbles dans les chambres de tirage de France Telecom alors, il n'y a aucune raison objective de ne pas permettre à un opérateur tiers d'en faire autant.

3) les informations préalables

SFR partage le point de vue de l'Autorité concernant le coût important que représentent les relevés terrain de disponibilité du génie civil de France Telecom et d'une manière générale tous les coûts liés au déploiement de la fibre optique dans les infrastructures de génie civil (études, pose des fibres dans les fourreaux..).

La mutualisation des opérations de relevé de disponibilité du génie civil, entre les opérateurs déployant un réseau de boucle locale en fibre optique y compris Orange, est une solution intéressante mais pas suffisante.

Le déploiement massif d'une boucle locale fibre sur une grande partie du territoire métropolitain est en partie lié à la réduction des coûts de déploiements. A l'instar de la solution proposée par le régulateur Belge dans sa consultation, SFR souhaite que l'Autorité impose à France Telecom une obligation de mutualisation du déploiement des boucles locales en fibres optiques de chaque opérateur investisseur dans ses infrastructures.

Cette obligation permettrait en effet de :

- résoudre la gestion de la rareté dans l'accès au génie civil de l'opérateur historique;
- partager les formidables effets de levier dont dispose l'opérateur historique avec les différents opérateurs investisseurs;
- diminuer drastiquement le coût de déploiement de la boucle locale en fibre optique et ainsi de permettre un déploiement massif de la fibre et ce au profit du plus grand nombre;
- promouvoir le développement de l'investissement efficace et le jeu de la concurrence par les seuls mérites (dans les mesures où l'avantage structurel dont bénéficie Orange aura été mutualisé avec les autres opérateurs), principes qui s'imposent à l'Autorité dans l'exercice de ses missions...

SFR détaillera plus précisément cette obligation dans le point suivant (B-2).

B – Obligation de fournir l'accès dans des conditions non-discriminatoires

SFR se réjouit de la reconduction de l'obligation de non-discrimination dans le cadre du dégroupage¹.

Néanmoins, il est nécessaire de rappeler que la mise en œuvre de cette obligation au cours de ces dix dernières années a connu des difficultés et fait l'objet de nombreux contentieux. Il est certain que ces obstacles ne sont pas totalement étrangers au fait qu'aujourd'hui Orange occupe une position dominante sur le marché de détail de l'accès haut débit.

En pratique, France Telecom est une entreprise intégrée verticalement et l'entité Orange utilise les mêmes infrastructures que ses concurrents. L'opérateur historique a pu être tenté et pourrait être tenté d'utiliser avantageusement ses infrastructures afin de procurer à Orange un avantage sur les marchés de détail avals, ce qui aurait pour effet, comme le relève très justement l'Autorité, de limiter artificiellement le développement de la concurrence sur ces marchés.

L'enjeu de la régulation est d'essayer de trouver le cadre optimum qui permettra de prévenir ce type de déviance laquelle se révèle être dévastatrice pour l'exercice du jeu de la concurrence dans la mesure où elle permet à son auteur d'introduire un avantage temporel irréversible.

SFR estime que l'obligation de non-discrimination imposée à France Telecom dans le cadre de l'obligation d'accès à ses infrastructures de génie civil est insuffisante (1). En l'absence d'une véritable séparation fonctionnelle, SFR propose à l'Autorité d'imposer à France Telecom une obligation de non-discrimination effective (2).

¹ même si la possibilité pour France Telecom d'utiliser, pour son propre compte et dans le cadre d'expérimentation, des technologies à la boucle locale ou à la sous-boucle dont elle interdirait l'usage aux opérateurs ayant recours au dégroupage n'est pas très respectueuse de ce principe.

1) Les limites de l'obligation dans le cadre de l'obligation d'accès aux infrastructures de génie civil

SFR estime que l'Autorité ne tire pas suffisamment les enseignements des dix dernières années qui viennent de s'écouler et des pratiques qui ont pu être mise en œuvre par France Telecom. L'Autorité reconduit dans le cadre de l'accès aux infrastructures de génie civil une simple obligation de non-discrimination qui a montré ses limites.

Les premières réunions multilatérales concernant l'accès au génie civil de France Telecom, organisées par l'Autorité, sont pourtant sur ce point peu rassurantes :

- Utilisation des chambres de France Telecom par Orange à son seul profit;
- Règles d'ingénierie concernant l'utilisation des adductions particulièrement favorables à Orange;
- Possibilité exclusive pour Orange d'utiliser sans sous-tuber un fourreau de France Telecom occupé par des câbles en cuivre (l'opérateur tiers a l'obligation de sous-tuber);
- Présence de loaves de câbles de fibre optique d'Orange et des boîtiers d'épissurage dans les chambres de France Telecom, ce qui est en principe contraire aux règles d'ingénieries décrites par France Telecom;
- Orange, qui dans le cadre de ses prédéploiements, précise qu'elle n'a pas nécessairement respecté les règles que France Telecom cherche aujourd'hui à imposer à l'ensemble des opérateurs...

Par ailleurs, France Telecom refuse d'apporter des précisions concernant les conditions d'accès au génie civil dont bénéficie Numéricable. Pourtant, si ce dernier devait bénéficier de conditions plus avantageuses au regard des conditions proposées par France Telecom aux autres opérateurs, alors il s'agirait d'une atteinte grave au jeu de la concurrence et à la non-discrimination. En effet, Numéricable est un concurrent sur le marché de détail des offres d'accès haut débit. Il est donc important que l'ensemble des opérateurs bénéficie des mêmes conditions techniques et tarifaires dans le cadre de l'accès aux infrastructures de génie civil de France Telecom

Enfin, les règles d'ingénierie doivent non seulement prévenir les cas de saturation et prévoir des solutions de désaturation mais surtout elles ne doivent pas fausser le jeu de la concurrence.

La solution consistant à reporter le problème de désaturation sur le dernier opérateur déployant arrivé n'est cependant pas satisfaisante. Une telle règle bénéficie structurellement à Orange lequel sera dans une grande majorité des cas le premier opérateur déployant et ne sera donc pas confronté à cet épineux et coûteux problème. Une opération de désaturation revient, dans une grande majorité des cas, à réaliser des travaux de génie civil. Une telle opération coûte, suivant les types d'environnement, au moins 100 € du mètre linéaire. Il est nécessaire de rappeler que le coût du déploiement de fibre dans un fourreau vide se situe dans une fourchette comprise entre 20 à 40 Euros. En conséquence, le surcoût pour le dernier arrivé qui sera confronté à ce problème de désaturation est 4 à 5 fois supérieur aux coûts supportés par Orange, dans l'hypothèse où il est le premier opérateur déployant (i.e. par hypothèse, il n'est donc pas confronté au problème de saturation).

En sus des différentes obligations proposées dans le document soumis à consultation (publication d'une offre de référence, tarif orienté vers les coûts...), il est donc de la responsabilité de l'Autorité d'adopter des obligations *ex ante* qui permettent une stricte application du principe de non-discrimination (ie. non discrimination **effective** entre opérateurs).

2) Proposition de SFR : une obligation de non-discrimination **effective**

Il appartient à l'Autorité d'aménager l'obligation imposée à France Telecom de fournir l'accès dans des conditions non discriminatoires, de telle façon que l'opérateur historique applique *"des conditions équivalentes dans des circonstances équivalentes aux autres opérateurs fournissant des services équivalents et [qu'il fournisse] aux autres des services et informations dans les mêmes conditions et avec la même qualité que ceux [qu'il assure] pour ses propres services [...]"* (art D 309 CPCE).

L'accès au génie civil de l'opérateur historique ne peut être comparé à l'accès à un simple réseau de communications électroniques classique où le problème de la rareté ne se pose pas dans les mêmes conditions.

Le génie civil est une facilité essentielle dont la capacité d'accueil est limitée. Il est donc de la responsabilité de l'Autorité d'adopter des règles permettant d'optimiser la gestion de la capacité disponible, tant dans son occupation (i.e. faire passer le plus de fibres possible par fourreau) que dans les conditions de déploiement. En effet, la présence d'un point de saturation à un endroit donné contraindra l'opérateur à étudier une route de contournement, ce qui retardera son plan de déploiement et représentera pour lui un coût supplémentaire. L'opérateur investisseur devrait pouvoir déployer sa fibre optique en parallèle – et dans des conditions aussi avantageuses – que celle déployée par Orange.

La présence de câble dans les fourreaux de France Telecom engendre des obligations de sous-tubage pour les seuls opérateurs investisseurs. Une telle obligation a pour effet de doubler le coût de déploiement de la fibre optique. Un tel surcoût n'est visiblement pas imposé à Orange.

Dans ces conditions, il est difficile de considérer que le principe de non-discrimination imposé par l'Autorité à France Telecom est effectif. SFR n'a pas la garantie qu'il pourra déployer un réseau de boucle locale en fibre optique dans des conditions techniques et financières similaires à celles dont bénéficie Orange.

Or, l'Autorité est tenue de veiller, dans l'exercice de ses missions, *"à l'absence de discrimination, dans des circonstances analogues, dans le traitement des opérateurs"* et *"à l'exercice au bénéfice des utilisateurs d'une concurrence effective et loyale"* (art. L 32-1 II CPCE). Elle doit prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir toute discrimination entre France Telecom, opérateur intégré verticalement et les opérateurs investisseurs concurrents d'Orange².

L'Autorité devrait imposer à France Telecom d'autres formes de partage de moyens afin de rendre le principe de non-discrimination effectif (art D 308 CPCE)³. **Une obligation de mutualiser la pose de fibre optique dans le génie civil de France Telecom relève des moyens associés à l'obligation d'accès au génie civil de France Telecom.**

² Directive 2002/77/CE de la Commission du 16 septembre 2002; considérant 10 et article 3; Directive 2002/19/CE du Parlement et du Conseil du 7 mars 2002, considérant 17 et article 10.

³ Directive 2002/19/CE du Parlement et du Conseil du 7 mars 2002, article 12.

SFR souhaite que l'Autorité impose à France Telecom une obligation de mutualiser la pose des différentes fibres optiques des opérateurs investisseurs dans le génie civil de l'opérateur historique, à l'instar de ce qu'a proposé le régulateur Belge. Cette obligation de transparence et de non-discrimination effective permettra non-seulement de réduire drastiquement les coûts de déploiement mais également d'assurer un strict respect du principe de non-discrimination entre les opérateurs investisseurs et Orange. En effet, si la pose de fibre dans le génie civil de France Telecom n'est pas possible alors, l'ensemble des opérateurs investisseurs, y compris Orange, devront trouver une alternative.

L'adoption d'une autre solution plus complaisante à l'égard d'Orange rendrait le principe de non-discrimination inopérant et obérerait inéluctablement le déploiement concurrentiel de la fibre en France.

i) Transparence et non-discrimination

Lorsque Orange (ou un autre opérateur), souhaite accéder au génie civil de France Telecom pour y déployer un réseau de boucle locale fibre optique entre un NRO et un pied d'immeuble, ce dernier proposera aux autres opérateurs de mutualiser le déploiement de leur fibre sur le même tronçon.

Cette mutualisation suppose une information transparente afin de permettre à l'ensemble des candidats intéressés d'être en mesure d'y participer. La procédure d'information devrait être à la charge de l'opérateur gestionnaire de l'infrastructure, c'est à dire France Telecom.

France Telecom devra ainsi informer les opérateurs investisseurs de l'existence d'un projet de déploiement ; France Télécom devra leur laisser le temps raisonnable afin qu'ils puissent se prononcer sur l'opportunité de participer ou non à ce projet.

A l'issue de cette période, France Telecom sera en mesure de déterminer si les capacités disponibles dans son infrastructure de génie civil sont suffisantes ou non pour accueillir l'ensemble des candidats déclarés.

Si les capacités s'avéraient insuffisantes, France Telecom aurait une obligation de moyen pour trouver une solution palliative dont le coût serait proportionnellement réparti entre les différents opérateurs. Une proposition en ce sens serait alors transmise aux candidats.

Si les capacités sont suffisantes, France Telecom adressera aux différents opérateurs investisseurs intéressés une offre technique et financière de mutualisation dont le prix de déploiement (déploiement de la fibre et accès au génie civil) sera orienté vers les coûts. Chaque candidat a alors un délai raisonnable pour confirmer ou non sa participation au projet de mutualisation. Si un candidat ne donne pas suite au projet, France Telecom refait, dans les plus brefs délais, une proposition technique et financière aux autres opérateurs qui ont adhéré à la première proposition de mutualisation et ainsi de suite.

Lorsque l'ensemble des opérateurs investisseurs accepte les conditions de mutualisation alors France Telecom (directement ou indirectement) peut commencer le déploiement simultané des fibres de chaque opérateur investisseur, y compris celle d'Orange.

France Telecom n'aura pas à supporter une charge disproportionnée dans la mesure où chaque opérateur investisseur supportera sa quote-part de coûts liés au déploiement de sa fibre.

Dans ces conditions, ce qui est possible pour l'un est nécessairement possible pour l'autre dans la mesure où l'ensemble des fibres de chaque opérateur investisseur est déployé simultanément. Ainsi, les conditions d'une concurrence par les seuls mérites sont réunies et présentent de nombreux avantages.

ii) Avantages

Le coût de déploiement de ces fibres supplémentaires serait marginal pour France Telecom et permettrait aux nouveaux entrants de lever les barrières liées à l'accès au point de mutualisation situé en pied d'immeuble et liées aux choix de la technologie PON par Orange. Les conditions du jeu de la concurrence par les seuls mérites seraient ainsi rétablies. Dans un fourreau vide, le déploiement de trois câbles en fibre optique de taille équivalente représente un surcoût de 50% par rapport au coût de déploiement d'un seul câble en fibre optique. Ainsi, les opérateurs investisseurs pourraient déployer massivement et rapidement leur boucle locale en fibre optique et ce au profit des consommateurs. Une telle obligation serait conforme au principe fixé par l'article L32-1 II 3° lequel vise à promouvoir l'investissement efficace.

Bien évidemment, les échanges entre les parties devront se limiter aux seules informations nécessaires à l'établissement et à la gestion de cet actif mutualisé. La mise en place d'une équipe dédiée à la gestion de ce projet avec des règles de gouvernance propres permettrait en pratique de limiter les échanges au strict nécessaire pour la mise en œuvre du projet.

Chaque opérateur serait ensuite bénéficiaire d'un droit d'utilisation de sa fibre passive et pourrait investir dans les équipements actifs de son choix afin d'exploiter sa boucle locale en fibre optique.

Une telle option a l'avantage de permettre à l'ensemble des compétiteurs intéressés par un tel investissement d'y participer dans des conditions équivalentes et ainsi de promouvoir le jeu de la concurrence par les seuls mérites sur les marchés aval. Il s'agit d'un scénario pro concurrentiel qui favorise l'investissement efficace au bénéfice du consommateur.

Seule une telle obligation permettra d'éviter la monopolisation de la boucle locale par l'opérateur historique et surtout apportera in fine un bénéfice pour le consommateur en permettant :

- d'accélérer le déploiement de la boucle locale fibre optique ;
- de diminuer le coût de déploiement de la boucle locale fibre optique ;
- de diminuer les nuisances pour les riverains liées aux déploiements subséquents.

Cette solution est raisonnable car elle permet de rétablir l'équilibre entre les acteurs tout en évitant les excès d'une régulation trop lourde ou trop timide.

Cette obligation est complémentaire à l'obligation d'accès au génie civil proposée par l'Autorité. Elle ne s'y substitue pas mais doit être imposée pour l'avenir. En effet, Orange n'a pas attendu les décisions de l'Autorité pour commencer le déploiement de sa boucle locale en fibre optique. En conséquence, dans de nombreux cas, la mutualisation du déploiement ne sera pas possible. Dans ce cas, les opérateurs alternatifs devront envisager la pose de fibres subséquentes dans le génie civil de l'opérateur historique.

iii) Une mesure palliative à l'absence de séparation fonctionnelle de France Telecom

SFR regrette que l'Autorité ne s'inscrive pas dans la perspective d'imposer à l'opérateur historique, entreprise intégrée verticalement, une obligation de séparation fonctionnelle. En effet, la bienveillance dont fait preuve l'Autorité à l'égard de l'ancien monopole revient à rendre illusoire la mise en œuvre du principe de non-discrimination dans le cadre notamment du déploiement de la fibre optique.

Seule cette mesure permettrait de garantir une concurrence effective, loyale et par les seuls mérites entre Orange et ses concurrents.

L'obligation de non-discrimination effective demandée par SFR (i.e. l'obligation de mutualiser le déploiement des fibres des opérateurs investisseurs) doit permettre de palier l'absence de séparation fonctionnelle des activités de France Télécom dans l'attente de l'application en France de ce remède.

C – Obligation de publication d'information concernant l'accès

SFR approuve l'Autorité dans sa volonté d'imposer à France Telecom une obligation de publier une offre de référence technique et tarifaire concernant l'accès à ses infrastructures de génie civil (aériennes et souterraines).

En outre, dans le cadre de l'obligation de non-discrimination effective telle que proposée par SFR, l'opérateur historique devra informer les différents opérateurs de tout projet de déploiement de fibre dans son génie civil et leur proposer une offre technique et tarifaire de mutualisation. Cette obligation de transparence permettra aux différents opérateurs intéressés de participer de manière effective à ce projet dans le cadre de l'obligation de mutualisation du déploiement des fibres optiques qui devrait peser sur France Telecom.

D – Obligation de contrôle tarifaire

SFR soutient l'Autorité dans sa volonté d'imposer à France Telecom une obligation de contrôle tarifaire orientée vers les coûts. Cette obligation doit s'imposer à l'ensemble des obligations d'accès imposées à France Telecom ainsi qu'aux ressources connexes.

Concernant l'accès au génie civil de France Telecom, les coûts pris en compte doivent correspondre à la valeur nette comptable de cet actif.

Le coût d'utilisation du génie civil représente une part très importante du coût de déploiement de la boucle locale en fibre optique. Il est de la responsabilité de l'Autorité d'adopter des règles de tarification qui soient en mesure de promouvoir un déploiement massif de cette nouvelle génération de boucle locale.

A cet égard, trois questions devront être traitées en vue concilier le double impératif de rémunérer les infrastructures de génie civil existantes et futures en fonction des risques et de permettre une concurrence à armes égales entre les différents investisseurs dans la fibre.

- Les infrastructures de génie civil existantes de l'opérateur historique sont des facilités essentielles, qui ne sont soumises à aucun risque réel de mise en concurrence. L'opérateur historique est en effet assuré de recevoir une rémunération de ces actifs, que ce soit à travers l'abonnement des clients non dégroupés, à travers la rémunération du dégroupage (ou de l'ADSL nu), ou à travers la rémunération future au titre de l'usage du GC pour les opérateurs de la fibre. Le risque en réalité est plutôt que l'opérateur historique puisse se faire rémunérer plusieurs fois pour la même infrastructure de génie civil. Dans ces conditions, et compte-tenu du fait que l'essentiel de ces infrastructures ont été développées et financées dans le cadre d'un monopole légal historique d'une entité publique, il convient de fixer **les tarifs d'utilisation du génie civil historique au niveau des coûts comptables historiques**, avec une rémunération du capital prenant en compte le caractère peu risqué de l'activité.
- Compte-tenu de la relative rareté des fourreaux et appuis existants, il convient de prendre en compte une **assiette de facturation proportionnelle à l'utilisation réelle des infrastructures existantes**, soit une facture proportionnelle à la section des câbles et à leur longueur.
- Enfin, il s'agit d'explicitier les règles relatives au partage des coûts de désaturation. Il serait en effet inefficace de faire porter les coûts de désaturation sur les opérateurs qui « causeraient » prétendument cette désaturation et SFR préconise une **mutualisation des coûts de désaturation**. En effet :
 - du point de vue théorique, il n'y a en effet pas de raison de considérer que le premier opérateur qui poserait une fibre sans avoir à désaturer, n'est pas néanmoins responsable de l'obligation de désaturer à l'arrivée d'un des opérateurs suivants ;
 - par ailleurs, cela donnerait un désavantage considérable au dernier arrivé qui, non seulement devrait faire face à un opérateur déjà installé commercialement, mais en plus devrait subir des coûts supérieurs au titre de la désaturation ;
 - cela inciterait les opérateurs arrivés en premier à faire des choix techniques biaisés et non optimaux aux seules fins de limiter les débouchés disponibles aux opérateurs venant ensuite.

A cet égard, la situation du génie civil de l'opérateur historique est analogue à celle des coûts de renforcement des réseaux de transport d'électricité. Le groupe de travail présidé par Paul Champsaur avait alors considéré que ces coûts de renforcement devaient être mutualisés entre les différents opérateurs (approche dite de « *shallow cost* », par opposition à l'approche « *deep cost* » qui était défendue par EDF et qui conduisait à faire payer l'intégralité des renforcements à celui qui en était directement à l'origine) au motif que « *En France, le caractère intégré d'EDF rend indispensable une approche en terme de « shallow costs » pour éviter les contentieux liés au soupçon de discrimination. Plus précisément, il conviendra de limiter les coûts de raccordement à l'établissement de la ligne permettant de rejoindre le niveau de tension adapté au nouveau moyen de production [partie privative et dédiée à l'opérateur sans équivalent pour le génie civil de FT]. Tous les coûts de renforcement au-delà de ce niveau de tension devront être mutualisés à travers la tarification générale du transport. Il faudra donc que la CRE soit capable d'imposer au GRT les renforcements nécessaires.* »

Dans la solution de mutualisation du déploiement préconisée par SFR, il serait d'ailleurs possible de mutualiser les frais de désaturation selon la méthode Shapley, qui permettrait de mieux prendre en compte la responsabilité des acteurs dans les coûts de la désaturation.

Par ailleurs, dans le cadre du strict respect du principe de non-discrimination, il appartient à l'Autorité de s'assurer que Numéricable ne bénéficie pas de la part de France Telecom de conditions financières avantageuses pour l'utilisation de son génie civil.

Enfin, dans le cadre de l'obligation de mutualisation du déploiement de la fibre proposée par SFR, le prix lié au déploiement des fibres (études, mise en oeuvre...) devra être également orienté vers les coûts. Une procédure de mise en concurrence pour sélectionner le prestataire en charge du déploiement simultané des différentes fibres dans le génie civil de France Telecom sera le meilleur moyen de s'assurer du respect de cette obligation.

E – Obligation de séparation comptable

SFR soutient l'Autorité en ce qu'elle souhaite imposer à France Telecom une obligation de séparation comptable concernant le marché de gros analysé. Cette obligation permet d'accroître la transparence au sein de l'opérateur intégré verticalement France Telecom et ainsi de prévenir les éventuelles discriminations dans l'accès à sa boucle locale et à ses infrastructures de génie civil.